

Canada - Japan  
Inter-Parliamentary Group



Groupe interparlementaire  
Canada - Japon

**Rapport de la Délégation parlementaire canadienne  
concernant la visite annuelle des coprésidents au Japon**

**Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)**

**Tokyo, Japon  
Du 19 au 24 février 2011**

# Rapport

L'honorable Bryon Wilfert, C.P., député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ) et Terence Young, député, coprésident intérimaire du GICJ ont procédé à la visite annuelle des coprésidents du GICJ à Tokyo, au Japon, du 19 au 24 février 2011. L'objectif principal de la visite était de discuter de l'organisation de la 18<sup>e</sup> réunion bilatérale des parlementaires canadiens et japonais qui doit se tenir au Japon. La visite a également permis aux coprésidents de réaffirmer à leurs homologues japonais l'importance des relations entre le Canada et le Japon. Les coprésidents étaient accompagnés de M<sup>me</sup> Elizabeth Kingston, secrétaire administrative du GICJ.

## Objectifs

- Discuter des objectifs et de l'organisation de la 18<sup>e</sup> réunion bilatérale qui doit se tenir au Japon
- Faire mieux connaître le Canada à Tokyo grâce à des rencontres stratégiques avec des membres de la Diète, des représentants locaux et des chefs d'entreprises japonaises et canadiennes.
- Renforcer les liens entre les parlementaires des deux pays.

## Tokyo

Les coprésidents ont amorcé leur visite à Tokyo en participant à une séance d'information offerte par l'ambassadeur Jonathan Fried. Les discussions avec les parlementaires japonais ont porté sur les relations bilatérales, la situation politique nationale et internationale, le commerce et les investissements (notamment la signature récente d'une déclaration par laquelle les deux groupes s'engagent à promouvoir la conclusion par les deux assemblées législatives d'un accord de partenariat économique (APE), la paix et la sécurité ainsi que les prochaines réunions bilatérales du GICJ et de la Ligue d'amitié des parlementaires Japon-Canada.

## Relations bilatérales entre le Japon et le Canada

Le Japon demeure un élément clé des intérêts stratégiques et économiques du Canada. Les deux pays entretiennent une relation dynamique fondée sur des liens économiques et interpersonnels solides, en plus de collaborer sur des questions de portée bilatérale et multilatérale touchant notamment l'environnement et le développement de même que la sécurité.

Bien qu'il soit éclipsé par la croissance rapide de la Chine, le Japon demeure l'une des plus fortes économies du monde et l'un des principaux partenaires économiques et commerciaux du Canada. De plus, parce qu'elle est axée sur la haute technologie, son économie offre à nos deux pays maintes possibilités de partenariats dans nos secteurs prioritaires respectifs.

Les coprésidents sont arrivés au Japon à un moment où le gouvernement était confronté à une multitude de préoccupations urgentes sur les plans national et international, notamment le faible taux de croissance, la force du yen responsable de la moins grande compétitivité des exportations japonaises et les discussions difficiles à la Diète au sujet des questions budgétaires. Depuis qu'il a été porté au pouvoir en juin 2010, le premier ministre Kan a été la cible de nombreuses critiques pour ses interventions à l'échelle nationale aussi bien qu'à l'étranger. L'adoption de mesures législatives a toutefois été ralentie par le fait que la majorité des sièges à la Chambre haute sont occupés par l'opposition, à savoir le Parti libéral-démocrate du Japon (PLD). Bien qu'il soit au pouvoir, le Parti démocratique du Japon (PDJ) ne dispose pas de la majorité des deux tiers requise à la Chambre basse pour contrer les décisions de la Chambre haute relativement aux projets de loi non budgétaires. Même si le premier ministre Kan a réussi à remporter la course à la direction de son parti contre Ichiro Ozawa en septembre 2010, il lui reste à démontrer qu'il va continuer à empêcher l'éclatement de son parti devant les nombreux défis qui se posent au parti et au pays.

Les coprésidents ont beaucoup entendu parler de la signature récente par le Canada et le Japon de la Déclaration conjointe de 2010 sur la coopération en matière de politique, de paix et de sécurité, que les premiers ministres Harper et Kan ont ratifiée en novembre 2010 à l'issue de la réunion de l'APEC à Yokohama, au Japon. Fondée sur les programmes d'action Canada-Japon de 1999 et 2005 pour la coopération en matière de paix et de sécurité, la Déclaration conjointe prévoit des initiatives visant à améliorer les capacités de consolidation de la paix et de résolution des conflits des deux pays, à favoriser la non-prolifération et le désarmement nucléaire dans le monde et à renforcer la primauté du droit au niveau international. Les discussions conjointes porteront sur une vaste gamme de questions, notamment la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational, la sécurité énergétique mondiale, la sécurité maritime, les interventions en cas de catastrophe naturelle, l'aide humanitaire et la gestion des risques liée aux catastrophes ainsi que la cybersécurité.

### **Scène politique nationale et internationale**

Les coprésidents ont soulevé la question de la *Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et pressé le Japon d'y adhérer, vu le grand nombre de cas d'enlèvements qui ne sont pas résolus parce que des enfants sont amenés au Japon à la suite de divorces ou de séparations. Cette *Convention* assure une protection aux enfants en faisant en sorte que leurs intérêts supérieurs soient déterminés par le pays où se trouve leur résidence habituelle. Il y a actuellement 37 cas mettant en cause des familles canadiennes.

Les coprésidents se sont aussi réjouis de la nomination d'un attaché militaire accrédité à l'ambassade du Japon à Ottawa et ont félicité les membres de la Diète qui ont joué un rôle déterminant dans cette réalisation.

Le Canada cherche à accroître ces privilèges d'accès aux aéroports dans la région de Tokyo, plus précisément à l'aéroport Haneda, étant donné que Narita est située à plus d'une heure de route du centre-ville de Tokyo et que Haneda n'offre actuellement que des droits d'atterrissage de nuit, ce qui n'est pas pratique pour les correspondances vers

d'autres régions du Japon et de l'Asie. Il est mentionné que des travaux d'agrandissement sont actuellement en cours à l'aéroport Haneda, ce qui devrait ouvrir un plus grand nombre de créneaux aux compagnies aériennes canadiennes, mais vraisemblablement pas avant 2013. Les coprésidents ont exprimé l'espoir que ces travaux puissent être accélérés.

Les coprésidents ont aussi abordé la question de l'accès du bœuf canadien aux marchés japonais. En 2005, le Japon a autorisé les exportations canadiennes de bœuf provenant de bovins de moins de 21 mois à son très lucratif marché, mais le Canada n'a pas cessé de lui demander d'augmenter la limite d'âge pour permettre l'exportation de viande provenant d'animaux de 30 mois et moins, ce qui constituerait une première étape vers l'ouverture complète du marché aux produits bovins.

### **Situation politique**

Le 4 juin 2010, la Diète a élu Naoto Kan au poste de premier ministre à la suite de la démission de Yukio Hatoyama. M. Kan est le sixième titulaire de ce poste en quatre ans. Les deux derniers titulaires appartiennent au PDJ. Le premier ministre Kan est l'un des membres fondateurs du PDJ et est arrivé au pouvoir auréolé d'une réputation de dirigeant efficace. Le gouvernement est confronté à une multitude de préoccupations urgentes sur les plans national et international, notamment le faible taux de croissance, la force du yen, des négociations difficiles avec les États-Unis sur l'alliance des deux pays en matière de sécurité, la dette publique et le déclin démographique. La prise de mesures législatives audacieuses sera toutefois difficile étant donné que les partis d'opposition sont majoritaires à la Chambre haute. Le PDJ qui tient les rênes du pouvoir ne possède pas les deux tiers de majorité requise pour contrer les décisions de la Chambre haute relativement aux projets de loi non budgétaires.

Les coprésidents ont fait part de leur préoccupation concernant l'adhésion du Japon à la *Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. Vu le grand nombre de cas d'enlèvements qui ne sont pas résolus parce que des enfants sont amenés au Japon à la suite de divorces ou de séparations, le Canada presse le Japon de ratifier cette *Convention* qui assure une protection aux enfants en faisant en sorte que leurs intérêts supérieurs soient déterminés par le pays où se trouve leur résidence habituelle. Bien que le Japon ne soit pas encore signataire de la *Convention*, certains membres de la Diète ont indiqué aux coprésidents qu'ils assureraient un suivi de cette question. Il y a actuellement 37 cas d'enlèvements mettant en cause des familles canadiennes.

### **Commerce et investissement**

Bien qu'il soit éclipsé par la croissance rapide de la Chine, le Japon demeure l'une des plus fortes économies du monde et l'un des principaux partenaires économiques et commerciaux du Canada. Son vaste bassin de consommateurs avertis en fait un pays au potentiel énorme pour les exportateurs canadiens. De plus, les fabricants et exportateurs japonais sont à l'avant-garde sur le plan des technologies, du design et de la recherche et développement.

Le Japon a été très touché par la récession mondiale : il a dû faire face à un resserrement de son crédit intérieur, à l'effondrement de ses marchés boursiers et à une chute vertigineuse de ses exportations. Tous s'entendent pour dire que la reprise économique sera longue et ardue et qu'il faudra absolument assainir les finances publiques. La crise économique a provoqué la mise à pied massive de travailleurs permanents, qui ont été remplacés par des travailleurs non permanents, ce qui a créé un déséquilibre considérable entre ces deux catégories d'emploi. Cette situation a instauré un curieux climat pour les discussions concernant la conclusion d'un accord de partenariat économique avec le Japon. Les coprésidents se sont penchés avec insistance sur ce sujet au cours de leurs réunions. Pour les Japonais, le point le plus important dans ces discussions était les droits de douane applicables aux produits agricoles. Le gouvernement du PDJ espère profiter des discussions sur l'Accord de partenariat économique afin d'entreprendre des réformes essentielles et durables du secteur agricole. À ce sujet, les coprésidents ont indiqué que le Canada pourrait constituer pour le Japon une source stable de bœuf, de porc, de blé, de canola et d'autres produits, sans pour autant nuire à ses exportations de riz et d'agrumes. Ils ont également souligné que le Canada détient les deuxièmes plus importantes réserves pétrolières au monde et qu'il pourrait donc constituer pour le Japon une source de pétrole équitable, durable et stable.

## **Paix et sécurité**

La coopération entre le Canada et le Japon en matière de paix et de sécurité est fondée sur des valeurs et des intérêts communs et bien établis, ce qui permet de discuter de coopération bilatérale et multilatérale sur une foule de questions régionales et internationales, comme la situation en Corée du Nord, le Moyen-Orient et l'Afghanistan. En raison de restrictions constitutionnelles (article 9) limitant sa capacité de déploiement de troupes, le Japon contribue aux efforts en Afghanistan, mais seulement sur le plan financier, versant 5 milliards de dollars pour la reconstruction et la réintégration. Bien que le PDJ n'ait pas changé sa politique sur l'Afghanistan, on se questionne actuellement sur le rôle des Forces d'autodéfense. Le Canada aimerait que le Japon déploie davantage de troupes. Il y a actuellement 130 soldats japonais en Afghanistan.

On a aussi discuté du débat en cours au Japon sur le déménagement de la base militaire américaine d'Okinawa. Ce point a été soulevé dans le cadre de discussions sur les relations entre le Japon et les États-Unis.

La situation dans la péninsule coréenne et les ambitions nucléaires de la République populaire démocratique de Corée constituent d'autres enjeux importants pour les Japonais en matière de politique étrangère. Les coprésidents ont indiqué que le Japon devait jouer un rôle plus actif dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité et modifier l'article 9 de sa Constitution. De plus, les « pourparlers à 6 » revêtent encore plus d'importance étant donné qu'il circule depuis longtemps des allégations d'enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord. Les coprésidents ont indiqué que le Canada appuie ses pourparlers, ainsi que la poursuite du dialogue avec la Corée du Nord afin de favoriser la réunification de la péninsule coréenne.

## **Consultations bilatérales**

Les coprésidents ont rencontré leurs homologues de la Ligue d'amitié des parlementaires Japon-Canada. Il a été convenu que la 18<sup>e</sup> réunion bilatérale aurait lieu au Japon au cours de l'automne 2011, et serait assortie d'une possible visite de délégation à Okinawa, au Japon.

## **Divers**

### Chambre de commerce canadienne au Japon

Pendant leur séjour à Tokyo, les coprésidents ont rencontré des représentants de la Chambre de commerce canadienne au Japon (CCCJ), qui regroupe des gens d'affaires et des entrepreneurs de tous les secteurs et encourage le développement du commerce entre le Canada et le Japon depuis 1975. La CCCJ compte 300 membres, représente 40 secteurs d'activité et est la plus ancienne chambre de commerce canadienne en Asie. Au fil des ans, elle est devenue une organisation solide et compétente qui joue un rôle essentiel dans la promotion du commerce entre le Canada et le Japon.

Les membres de la CCCJ ont été heureux d'apprendre que les parlementaires japonais et canadiens avaient récemment signé une déclaration conjointe, à l'occasion de la 17<sup>e</sup> réunion bilatérale, qui les engage à encourager leurs gouvernements respectifs et les autres intervenants concernés à prendre les mesures nécessaires pour relancer les négociations devant mener à un accord de partenariat économique entre les deux pays. Les membres de la CCCJ ont fait valoir que les États-Unis et l'Australie avaient tous deux une présence économique visible en Asie et que le Canada devrait faire davantage à cet égard.

L'une des manières de souligner l'importance des relations entre nos deux pays est d'entamer des discussions en vue de conclure un accord de partenariat économique. Les premiers ministres Martin et Kiozumi ont signé une entente en 2005, et la Chambre de commerce souhaite la reprise des discussions. Pour l'instant, le Japon semble plus axé sur les marchés asiatiques, d'où la difficulté de faire des affaires au Japon en cette période économique. Les membres de la CCCJ ont reconnu que les entreprises japonaises revoient actuellement leurs priorités pour suivre l'évolution des marchés mondiaux, dans un contexte où la montée du protectionnisme, la faible consommation et la sensibilité aux prix sont devenues la norme. Ils craignent que le Japon ne se perçoive comme la « vieille Asie », plus particulièrement lorsqu'on le compare au titan économique qu'est devenue la Chine.

## **Conclusion**

Le Parlement du Canada et la Diète du Japon entretiennent des relations privilégiées fondées sur un respect mutuel, des objectifs économiques similaires et un attachement aux traditions sociales et culturelles. Enrichies par des visites comme les visites annuelles des coprésidents, ces relations permettent aux deux institutions de reconnaître l'importance du partenariat nippo-canadien et d'acquérir une meilleure compréhension des questions d'actualité propres au contexte politique et économique de l'un et l'autre pays. Cette visite des coprésidents du GICJ à Tokyo s'est avérée une occasion en or de

renforcer les liens déjà établis avec le Japon, mais aussi d'en tisser de nouveaux. Elle a de plus permis aux coprésidents d'engager avec leurs homologues les discussions nécessaires en vue de la planification et de l'organisation de la 18<sup>e</sup> réunion bilatérale au Japon.

Un résumé des frais de déplacement est annexé au présent rapport.

Respectueusement soumis,

L'hon JoAnne Buth, sénatrice  
Coprésidente  
Groupe interparlementaire  
Canada-Japon

M. Mike Wallace, député  
Coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-Japon

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-Japon
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite annuelle des coprésidents
<b>DESTINATION</b>	Tokyo, Japon
<b>DATES</b>	Du 19 au 24 février 2011
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	L'honorable Bryon Wilfert, P.C., député, Coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)  M. Terence Young, député, Coprésident intérimaire du Groupe interparlementaire Canada- Japon (GICJ)
<b>PERSONNEL</b>	Mme Elizabeth Kingston, secrétaire de l'association
<b>TRANSPORT</b>	<b>22 420,72 \$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>4 179,65 \$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>2 081,01 \$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>1 970,60 \$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>2 199,34 \$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>5 134,67 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37 985,99 \$</b>